

INTER PARES

58, rue Arthur, Ottawa, Canada K1R 7B9 (613) 563-4801 Téléc. 594-4704 Téléc 053-3802

BULLETIN Vol. 17, N° 1, janvier 1995

ÉPARGNE ET CRÉDIT : *une idée profitable*

Il y a quelques années, au Burkina Faso, en Afrique de l'ouest, des leaders communautaires se sont regroupés afin de discuter des moyens à prendre pour relancer l'économie de leurs localités. Le manque de pluies et l'exploitation intensive des terres avaient épuisé les sols, menaçant la viabilité de plus de 80 % des petites exploitations familiales. Incités par le gouvernement, certains ont alors essayé les cultures commerciales. Ils ont été acculés à la ruine par la fluctuation des prix du marché, l'augmentation des coûts et le manque de capital.

Cherchant à reprendre le contrôle des forces qui affectent leurs communautés, ces leaders se sont rendu compte que les priorités du gouvernement national et des donateurs internationaux n'étaient pas les mêmes que celles de leurs communautés. Les banques et les autres institutions prêteuses, qui étaient disposées à faire crédit, imposaient des conditions très dures de garanties réelles, de taux d'intérêt élevés et de termes très courts. Incapables de respecter de telles conditions, les petits fermiers, et en particulier les femmes, ont été contraints de faire affaire avec les prêteurs et intermédiaires locaux, véritables requins, qui agissent comme marchands ou agents de mise en marché. Ils ont été contraints d'hypothéquer non seulement leurs terres, mais aussi leurs cultures, avant même de les récolter. Chaque année, un nombre croissant de fermiers perdaient tout ce qu'ils avaient. Cette tendance, qui compte parmi les premiers facteurs de la crise des paysans sans terre et de la poussée vers les villes, persiste non seulement en Afrique de l'ouest, mais partout dans le monde.

Les leaders du Burkina Faso en sont arrivés à la conclusion que pour sauver et développer leurs communautés, il leur fallait leurs propres structures, ils devaient pouvoir créer un capital, prêter de l'argent pour satisfaire les besoins des communautés. Alors, ils ont conçu une stratégie qui ne reposait pas sur les capitaux et les subventions de l'extérieur, mais sur l'inci-



Bruce Paton

tation à l'épargne, sur l'utilisation de l'épargne comme soutien de l'agriculture et de toute autre activité socio-économique susceptible de profiter aux communautés de la région.

Grâce à cette courageuse initiative, près de 80 coopératives d'épargne et de crédit sont aujourd'hui sur pied, de même que plus de 30 clubs d'épargne et cercles d'étude, qui ensemble regroupent 11 000 membres. Bien sûr, ce réseau de coopératives et de clubs se débat encore chaque jour avec les nombreux problèmes qui assaillent les organisations communautaires dans ce monde en constante évolution; leurs réalisations restent néanmoins remarquables.

En voyant les réalisations des petits fermiers du Burkina Faso, on comprend mieux en quoi le crédit se distingue du capital. Le crédit, de son vrai nom, s'appelle une dette, tandis que le capital constitue une ressource autonome, non remboursable, qui peut croître et profiter.

Partout dans le monde, les pauvres obtiennent parfois du crédit, comme ces fermiers du Burkina Faso. Mais le crédit contribue trop souvent à gonfler la dette, à éloigner encore plus les fermiers de la possibilité de se créer par eux-mêmes du capital. Le crédit peut être un instrument formidable, mais il ne résout pas tous les problèmes. Il fait même souvent

partie du problème.

Le crédit, c'est comme actionner une pompe. Si la pompe plonge dans un puits qui est à sec, on ne tire pas d'eau, mais du sable. Si on applique le crédit à une activité non productive, il ne génère pas de capital, mais une dette, ainsi que la stagnation et la ruine économique.

Le crédit est utile lorsqu'il est investi à coup sûr dans une production viable qui génère un surplus de façon durable. Plus même, il ne crée des avantages à long terme que si ce surplus est mis à la disposition des petits producteurs pour qu'ils remboursent leur prêt et commencent à capitaliser eux-mêmes leur production, c'est-à-dire pour qu'ils atteignent l'autonomie et l'indépendance économique.

Le crédit est positif quand le capital généré par une activité productive demeure dans la communauté et recircule dans l'économie locale. Il donne des résultats à long terme quand la richesse accumulée est distribuée parmi la population de l'endroit, en vue de ses activités et de son développement économiques ultérieurs, au lieu d'être siphonnée vers l'extérieur au profit d'autres centres au pays ou à l'étranger.

Avec ce *Bulletin*, Inter Pares examine divers aspects du crédit et illustre quelques exemples de programmes différents de crédit ancrés dans les communautés.

Un crédit qui compte

Inter Pares a beaucoup appris au contact des organismes dont il est question dans ce *Bulletin*. Voici cinq principes reflétant ces apprentissages.

Les programmes de crédit qui donnent de bons résultats sont ceux qui :

- se fondent sur une campagne d'incitation à l'épargne individuelle et collective;
- se réalisent dans des groupes où les emprunteurs partagent autant les capitaux que la gestion des fonds;
- concentrent l'investissement dans les activités productives qui génèrent des revenus;
- ont pour but d'abord d'élargir et de renforcer l'économie locale;
- ont des objectifs sociaux et économiques clairs et précis, lesquels se traduisent par des projets d'amélioration en vue du bien commun.

Les programmes de crédit qu'appuie Inter Pares fonctionnent la plupart du temps avec un fonds renouvelable. La gestion du fonds, les décisions qu'elle implique, relèvent habituellement des représentants de la communauté. La communauté a la responsabilité de rembourser, soit par le biais d'un comité du prêt, ou par le biais des «cercles de prêt» (quatre ou cinq emprunteurs responsables du prêt qu'un seul d'entre eux à la fois peut contracter). L'emprunteur se sent responsable de son remboursement vis-à-vis de la communauté; cette dernière se sent globalement responsable du succès des prêts.

Habituellement, les programmes de crédit des organisations appuyées par Inter Pares ont une composante d'assistance technique qui précède le prêt. Cela permet de voir à la préparation des demandes de prêt et à la mise en oeuvre du projet pour lequel le prêt est accordé.

Les meilleurs programmes de crédit obligent les gens à épargner. Le but est de bâtir le plus gros fonds de prêt possible, aussi vite que possible, à partir des épargnes des emprunteurs eux-mêmes. L'aide extérieure se limite à l'infrastructure, au soutien technique, et aux petites subventions en capital. Idéalement, le capital de base vient de la communauté et lui appartient. Il croît dans la communauté, les gens s'empruntant à eux-mêmes, partageant les risques et les bénéfices du succès remporté par les projets réalisés.

BANGLADESH : faire profiter l'épargne

En 1987, deux agentes de développement Bangladeshi arrivent dans le village de Vishnapur et demandent de parler aux villageoises. Curieuses, les femmes se rendent au puits du village pour écouter ce que les visiteuses ont à dire. Les agentes leur parlent alors des femmes qu'elles ont aidées à s'organiser dans d'autres villages. Elles décrivent ce qu'elles ont réalisé quand elles ont décidé de se mettre ensemble. Après une longue discussion, quelqu'un suggère de mettre sur pied un club de femmes dans Vishnapur. Les visiteuses repartent, promettant de revenir le mois suivant pour poursuivre la discussion.

Durant ce mois, les femmes de Vishnapur se sont demandé si elles devaient mettre sur pied leur propre club. Certaines, plus prudentes, ont décidé de ne pas s'avancer. D'autres étaient plus enthousiastes. Quand les agentes sont revenues le mois suivant, près de 30 femmes se sont rassemblées pour discuter avec elles de la façon de s'y prendre pour commencer.

Le club des femmes de Vishnapur était lancé. À la réunion hebdomadaire, les femmes abordent les problèmes qu'elles ont en commun. Encouragées par les agentes de développement, les femmes

mettent sur pied un petit programme d'épargne de groupe. Chacune dépose un *taka* par jour (environ 4 cents) dans le compte du groupe. Avec le temps, ces dépôts quotidiens ont constitué un fonds appréciable. En moins d'un an, il y a eu assez d'argent pour commencer un programme de prêts.

Les femmes ont établi les mécanismes de prêts et chaque membre du club a dû accepter le but pour lequel les prêts seraient accordés. Les femmes ont décidé de charger des intérêts et de surveiller de près les remboursements.

Avec le prêt qu'elle a obtenu, une des femmes a acheté trois poulets. En deux mois, grâce aux revenus tirés de la vente des oeufs, elle a remboursé le prêt et acheté trois autres poulets. Une autre a acheté des graines et a fait pousser des légumes dans son jardin; elle vend maintenant des piments et des tomates au marché. En l'espace de quelques années, chaque femme a remboursé à temps son prêt ainsi que les intérêts.

Déjà en 1992, le fonds pour prêts fonctionnait très bien. Les femmes ont alors voulu étendre leurs activités et avoir accès à des sommes plus importantes. Avec l'aide d'Inter Pares, le fonds a pu être augmenté.

Le premier prêt important s'est élevé à près de 300 dollars. C'est une jeune femme nommée Sonavan qui l'a obtenu, pour acheter un pousse-pousse. Son mari s'est alors mis à travailler avec le pousse-pousse, remettant chaque jour à Sonavan une partie de ses gains aux fins de remboursement. Deux ans plus tard, le prêt était remboursé en totalité. Sonavan et son mari sont maintenant propriétaires du pousse-pousse, un bien productif que naguère ils n'auraient jamais même rêvé posséder.

Le programme de crédit fonctionne toujours à Vishnapur. Aujourd'hui, la plupart des femmes du village sont membres du club. Maintenant, elles songent à d'autres besoins : à l'amélioration de la route, à une école, voire même à un deuxième puits. Si l'on se fie au succès du programme de prêts, ce n'est qu'une question de temps avant qu'elles ne relèvent ces autres défis et qu'elles n'acquiescent pleinement confiance en elles-mêmes comme agentes de changement au sein de la communauté.



Peter Gillespie, Inter Pares

EL SALVADOR:

démocratiser l'économie dans le barrio

Les familles qui vivent dans un bidonville, à San Salvador ou dans toute autre capitale départementale du pays, ont presque toutes été déplacées par la guerre civile qui a été très longue. Le peu d'instruction ou de formation professionnelle qu'elles ont acquies ne leur permet pas de trouver un emploi dans l'économie formelle. Ces familles ont donc choisi de créer leurs propres emplois, qui consistent principalement à acheter et à vendre des biens de consommation. Cependant, le revenu qu'elles tirent de cette activité ne suffit pas à les rendre admissibles au crédit dans le système bancaire traditionnel. La seule façon d'obtenir un prêt est de passer par les prêteurs privés qui chargent des taux d'intérêt exorbitants, absorbant du même coup les maigres profits que font les vendeurs et les vendeuses du marché.

Avec l'aide d'Inter Pares et la coopération du Service conseil de projets de développement communautaire (PROCOMES), le Mouvement communal salvadorien (MCS) a mis sur pied un réseau de petites banques de quartier. Ces

banques offrent du crédit, des conseils et une assistance technique aux gens qui désirent se prendre en main et améliorer leur niveau de vie.

L'an dernier, 374 personnes ont obtenu un prêt allant de 80 à 500 dollars. La plupart étaient des femmes, chefs de familles monoparentales. Grâce à ces prêts, elles ont mis sur pied de petites entreprises qui génèrent des revenus.



Atelier de réparation de vélos appuyé par PROCOMES

Les prêts ont un terme de quatre mois et un taux d'intérêt de 3 % par mois. La moitié de l'intérêt est remis à la banque du quartier, pour qu'elle se constitue un capital; l'autre moitié va à un fonds de réserve, pour compenser les prêts non remboursés.

Grâce à l'appui de PROCOMES et du MCS, les emprunteurs sont aujourd'hui engagés activement dans l'administration des banques et des fonds.

C'était d'ailleurs un des objectifs majeurs de la création des banques de quartier et c'est devenu l'une de leurs réalisations les plus marquantes. La banque de quartier favorise l'autogestion au sein de la communauté en soutenant son développement économique et social et en l'amenant à dépendre de moins en moins des ressources extérieures.

Les banques de quartier font partie des efforts coordonnés et dynamiques de nombreux autres réseaux et organisations, en vue de trouver des solutions de rechange économiques et démocratiques au El Salvador.

INDE : investir dans le changement

En Inde, l'Association des fermes Sarva Seva (ASSEFA) a montré qu'il était possible de créer un système bancaire à partir des besoins des gens et de quand même générer des surplus.

L'ASSEFA a pris conscience que l'accès au crédit était une condition essentielle de l'amélioration de la vie des gens. Elle a donc conçu un programme pour les régions rurales, qui répondrait à la fois aux objectifs communautaires et aux besoins individuels, et qui garantirait que l'argent reste dans la communauté, au lieu d'être siphonné vers les centres urbains.

La première «banque populaire» de l'ASSEFA a ouvert ses portes en 1989 dans un village du Tamil Nadu. Tous les villageois et villageoises ont été invités

à acheter une part sociale au prix d'une roupie, personne n'ayant droit à plus d'une part. Le capital est constitué par les cotisations des membres, par les fonds communautaires que gère le conseil communautaire, le *gramasaba*, de même que par les épargnes déposées par les gens. Un comité de gestion élu par les actionnaires supervise les activités bancaires. Mais ultimement, c'est le *gramasaba* qui a la responsabilité d'établir les priorités et de voir à ce que la banque serve les intérêts de la communauté. Il établit donc les priorités en matière de prêts et peut demander que des montants soient prévus pour répondre aux besoins d'un groupe particulier, comme les femmes ou les paysans sans terre.

Il existe aujourd'hui 17 banques villageoises dans le Tamil Nadu, qui fonctionnent sur la base de ces principes. Leurs avoirs totalisent plus d'un millions de roupies. Plus de la moitié de cette somme a été prêtée sans intérêt, ce qui donne un sérieux coup de pouce aux économies locales. En outre, plus de 90 pour cent de tous les prêts ont été remboursés à temps.

Le meilleur indice de succès est peut-être que les banques commerciales ont commencé à se plaindre de la baisse de leurs affaires. Grâce à l'ASSEFA, les gens comprennent maintenant que leurs épargnes peuvent être investies dans leurs propres communautés, ce qui donne à chacun et chacune des avantages économiques et sociaux.

LA TERRE ET LE CRÉDIT : *l'envers de la médaille*

Rosa et Manuel ont quitté la côte guatémaltèque. Déplacés durant des années par la violence militaire, ils sont rentrés chez eux, sur les hauts plateaux. On leur a dit que, parmi les personnes déplacées, certaines pouvaient obtenir un crédit pour acheter une terre. Ils sont donc rentrés avec leur famille, espérant acheter un lopin de terre dont ils pourraient vivre.

Mais la disponibilité même du crédit a fait grimper le prix des terres, qui déjà n'étaient pas en grand nombre. La somme qu'ils se savaient en mesure de rembourser ne permettait plus d'acheter suffisamment de bonne terre pour nourrir la famille, ni de produire pour la vente au marché ou procurer un travail pour leurs enfants. De toute façon, l'absence d'une infrastructure locale et d'un accès aux marchés du pays fait que, pour la plupart des paysans, il est à toute fin pratique impossible de développer un petit lopin de terre en vue d'en tirer un revenu viable de la vente de cultures commerciales.

Aussi Rosa et Manuel doivent-ils maintenant prendre une décision. Restent-ils, en espérant pouvoir un jour rembourser un prêt important? Repartent-ils vers les fermes côtières vendre leur force comme travailleur et travailleuse migrants, et faire face aux menaces s'ils protestent contre le salaire qui sera plus bas que le salaire minimum légal? Ou partent-ils plutôt pour la ville, dans l'espoir de trouver un abri et suffisamment de travail pour au moins faire instruire leurs cinq enfants et espérer un avenir meilleur?

Pourquoi Rosa et Manuel, et tant d'autres familles, se retrouvent-ils dans cette situation? Depuis quelques années maintenant, les organisations de personnes déplacées du Guatemala, avec l'appui d'Inter Pares et d'autres agences nationales et internationales, aident les gens comme Rosa et Manuel à rentrer chez eux dans leurs communautés, afin de recommencer à neuf. L'aide comprend des crédits à l'habitation et des intrants agricoles pour ceux et celles qui ont une terre ou qui ont mis sur pied une coopérative. Mais comme les grandes agences donatrices internationales et les Nations Unies offrent des crédits pour l'achat de terres, il reste de moins en moins de bonnes terres disponibles, et les prix grimpent de façon vertigineuse.

En même temps, les bénéficiaires de la redistribution des terres – familles ou

communautés – ont l'entière responsabilité de trouver la terre et de l'acheter. Ils se retrouvent donc en concurrence les uns avec les autres sur le marché libre, ce qui encourage la spéculation. La montée des prix signifie que de moins en moins de gens ont la possibilité de posséder une terre, que ce soient des réfugiés, des personnes déplacées ou d'autres paysans sans terre.

Pour éviter ce genre de situation, le gouvernement doit être le responsable de la redistribution des terres. Il doit s'approprier les terres inutilisées ou sous-utilisées, afin de les redistribuer. La compensation offerte devra être en fonction du coût d'achat original et de la valeur des taxes, et ne devra pas céder aux poussées spéculatives. De plus, les paysans n'ont pas à porter le coût du choix et de l'achat des terres. C'est le gouvernement qui doit assumer cela, avec l'argent qu'il dégagera en changeant ses priorités de dépenses et en réformant sa fiscalité. Car en achetant des terres avec des fonds de l'extérieur, par exemple des subventions venant d'autres gouvernements, on ne fait qu'accroître la poussée inflationniste.

Mais une réforme agraire en soi, même bien réalisée, ne peut pas apporter la justice et une chance de s'en tirer à l'ensemble des pauvres du Guatemala. Quand prévaut une situation d'agriculture de subsistance, quand les gens mangent ce qu'ils produisent sans générer de revenus, le crédit accordé pour acheter la terre ou pour produire des cultures se transforme à coup sûr en une dette additionnelle. Et comme la terre ne suffit pas à les faire vivre, les paysans sont forcés d'abandonner leur terre pour la ville.

Alors, où réside la justice? Dans la transformation de l'économie rurale, dans le passage de l'agriculture de subsistance à des économies locales diversifiées – agriculture diversifiée, industrie et infrastructure rurales, services et marchés ruraux – intégrées aux marchés urbains et à l'économie nationale. Toute autre solution est non viable et maintient les paysans dans un état de subordination.

Si on planifiait la redistribution des terres, on devrait admettre que les Guatémaltèques qui ont à juste titre droit à une terre, ne peuvent pas tous en avoir une. Il n'y a tout simplement pas assez de terres productives pour tous ceux et celles qui en désirent une. Et plus il y a de gens

qui produisent pour le marché, moins cela est rentable pour chacun d'eux. En tout cas, parmi les paysans qui ont fui leurs terres il y a longtemps en direction des villes, bon nombre n'y retourneront pas, et leurs enfants non plus. Voilà pour quoi la réforme agraire et le crédit agricole ne constitueront toujours qu'une partie seulement de la solution au problème grandissant des sans terre. Les possibilités économiques et l'intégration sociale font également partie de la solution, pour ceux et celles qui ont définitivement quitté la terre et rejoint le monde des salariés, que ce soit dans les villes ou les régions rurales.

Inter Pares s'est engagé à travailler avec les organisations de réfugiés, de personnes déplacées et de paysans qui se penchent sur ces questions et sur d'autres encore, qui se débattent pour trouver des solutions dans un monde de plus en plus complexe. Inter Pares s'est également engagé à accompagner Rosa et Manuel, ainsi que d'autres familles déplacées qui sont fermiers, ouvriers agricoles saisonniers, ou qui viennent d'arriver à la ville, cherchant à reprendre racine comme individus et comme communautés, en vue de se bâtir un nouvel avenir.

L'Association communautaire d'emprunt de Montréal

Inter Pares investit depuis quelques années dans l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, qu'il a d'ailleurs aidée à s'établir. En tant que fonds d'emprunt renouvelable, l'Association appartient à la communauté et est gérée par elle. Toute personne préoccupée par les effets sociaux de ses investissements et intéressée à travailler au service de la communauté est invitée à se renseigner auprès de l'Association située au 325 boul. Saint-Joseph est, bureau 3, Montréal QC, H2T 1J3. Le numéro de téléphone est le (514) 844-9882.

